



## Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

### Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

#### Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Clare HART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER

## **Ressources - Modalité d'attribution de la prime d'intéressement à la performance collective en faveur des agents de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

En application du décret n°2019-1261 du 26 novembre 2019 modifiant le décret n°2012-624 du 3 mai 2012 fixant les modalités et les limites de la prime d'intéressement à la performance collective des services dans les collectivités territoriales et leurs établissements publics, il est proposé pour l'exercice 2023 la reconduction, au sein des services de Montpellier Méditerranée Métropole, de la prime d'intéressement à la performance collective.

### **Bénéficiaires :**

La prime d'intéressement pourra être attribuée aux fonctionnaires titulaires, stagiaires, aux agents contractuels de droit public mensualisés, aux agents mis à disposition auprès de la collectivité, aux agents en position de détachement, et également aux agents de droit privé dans la mesure où ces derniers participent effectivement à l'atteinte des objectifs du service (ou groupe de services) pour lequel a été instituée cette prime.

### **Montant :**

Dans le respect du plafond annuel défini par le décret n°2019-1262 du 28 novembre 2019, le montant de cette indemnité est fixé à 300 € brut par an et par agent des services ayant atteint les résultats fixés.

### **Conditions de versement :**

En application de l'article 5 du décret n°2012-624 du 3 mai 2012, pour bénéficier de la prime, les agents doivent être présents au moins trois mois sur la période de référence de six mois (comprise entre le 1<sup>er</sup> janvier 2023 et le 30 juin 2023).

Dans le calcul de cette durée effective de présence sont pris en compte :

- Les congés annuels, congés pris au titre du compte épargne temps, congés liés à la réduction du temps de travail ;
- Les congés de maladie ordinaire, congés de maternité, congés d'adoption, congés de paternité ;
- Les congés pour accident de service ou pour maladie contractée dans l'exercice des fonctions, pour accident de travail ou maladie professionnelle des agents contractuels ;
- Les congés pour formation syndicale, les autorisations d'absence et décharges de service pour l'exercice d'un mandat syndical ;
- Les formations professionnelles, à l'exception de la durée du congé pour formation professionnelle.

De même pour la prise en compte du temps de présence effective, les services à temps partiel et à temps non complet sont considérés comme des services à temps plein. La durée de présence effective permet de définir les bénéficiaires à savoir les agents présents au moins 3 mois sur la période de référence (comprise entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 30 juin 2023).

### **Objectifs pris en compte :**

Compte tenu du contexte de contraintes budgétaires et des enjeux de maintien d'un service public de qualité, il est proposé de définir comme objectifs au titre de l'année 2023 :

- Le maintien de la trajectoire financière :
  - o D'une part, dans la perspective des nouveaux accords de contractualisation avec l'Etat ;
  - o D'autre part, au regard des mesures liées au plan de sobriété et accélération de la transition énergétique voté en Conseil de Métropole du 4 octobre 2022 ;
- L'implication et la participation au Projet d'Administration dans sa phase d'élaboration et à la mise en œuvre des actions qui en découleront.

**Versement de la prime :**

Le montant individuel attribué à chaque agent est fixé à l'issue de la période de référence.

Le montant est identique pour chaque agent composant le service en fonction des résultats atteints et suit les mêmes règles que le traitement (proratisation en fonction du temps de travail de l'agent et des absences notamment).

Les absences prises en compte dans le calcul de la proratisation du montant de la prime sont les suivantes : disponibilité, congé sans solde, congé parental, maladie et accident de service, toutes les autorisations spéciales d'absences (sauf récupération), grève, exclusion et absences injustifiées, avec application d'un seuil de 10 jours avant impact sur la retenue.

La prime d'intéressement à la performance collective s'ajoute aux diverses primes et indemnités composant le régime indemnitaire individuel de l'agent et est versée en supplément du régime indemnitaire.

Le montant total de cette prime est estimé à 700 000 € en année pleine.

Le comité technique a été saisi pour avis.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les modalités d'attribution de la prime d'intéressement à la performance collective en faveur des agents de la Métropole ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 72 voix

Contre : 1 voix

Abstentions : 10 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-205864-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.